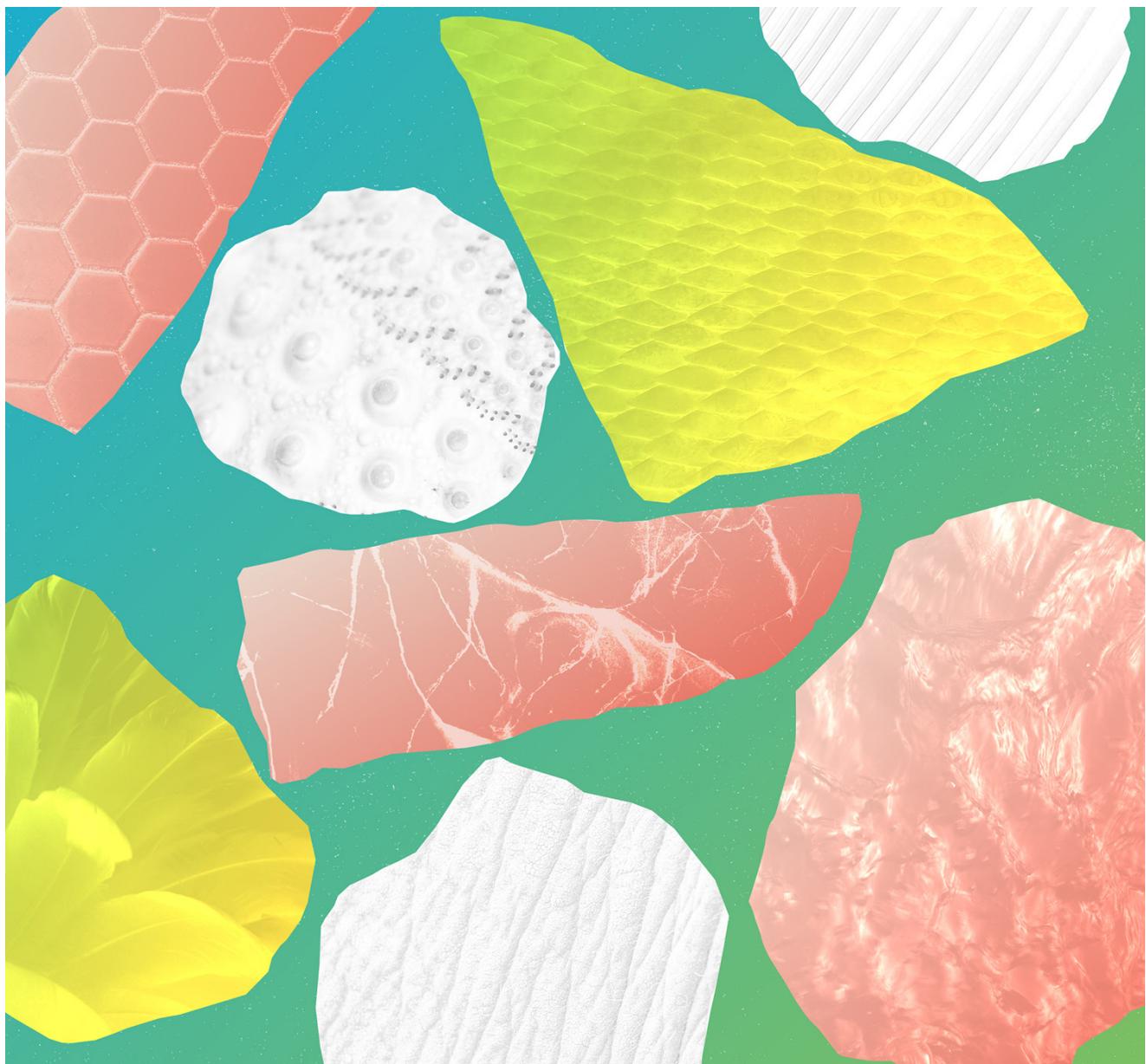


MED 2050

LA MÉDITERRANÉE

À L'HORIZON 2050

Une prospective du Plan Bleu - Synthèse



AUTEURS :

Cette synthèse a été rédigée par Jacques Theys avec les contributions de Denis Lacroix et Khadidja Amine

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Robin Degron

CITATION D'USAGE :

MED 2050, La Méditerranée à l'horizon 2050, Une prospective du Plan Bleu - Synthèse, Jacques Theys, avec les contributions de Denis Lacroix et Khadidja Amine
Plan Bleu, 2025, Marseille, 19 pages.

DATE DE PUBLICATION :

Janvier 2025

CONCEPTION ET MISE EN PAGE DE LA PUBLICATION :

Studio Fréro avec l'appui de Christelle El Selfani (Plan Bleu)

NOTE LÉGALE :

Les désignations utilisées et la présentation du matériel dans ce document n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part du Plan Bleu ou du PNUE/PAM ou d'organisations, concernant le statut juridique de tout État, territoire, ville ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de leurs frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Plan Bleu, du PNUE/PAM ou des organisations contributrices.

COPYRIGHT :

Cette publication peut être reproduite en totalité ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives et non lucratives, sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition de mentionner la source. Le Plan Bleu apprécierait de recevoir un exemplaire de toutes publications utilisant ce matériel comme source. Cette publication ne peut être utilisée à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale sans l'autorisation écrite du Plan Bleu.

© 2025 Plan Bleu

CE PROJET A ÉTÉ FINANCÉ PAR :

Plan d'action pour la Méditerranée
Convention de Barcelone



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE,
DU CLIMAT ET DU CLIMAT
ET DE LA PRÉVENTION
DES RISQUES
*Liberté
Egalité
Fraternité*

MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Egalité
Fraternité*



fonds pour
l'environnement
mondial
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

RÉGION SUD
PROVENCE ALPES
CÔTE D'AZUR

REpublique
Française
DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA
MÉDITERRANÉE

I. MED 2050 : POURQUOI ? COMMENT ?

Le Plan Bleu a été créé en 1977 comme une des pièces maîtresses du Plan d’Action pour la Méditerranée (PAM) au sein du Programme des Nations-Unies pour l’Environnement (PNUE).

Entre autres missions, il produit des études destinées aux décideurs et sociétés civiles de tous les pays méditerranéens, et notamment des analyses portant sur les tendances à long terme de la mer et du bassin méditerranéen. La dimension prospective a donc toujours fait partie de ses axes de travail. MED 2050 est ainsi le troisième exercice de prospective que le Plan Bleu a engagé après ceux de 1989 et 2005.

Lancé en décembre 2019 à la demande des pays de la Convention de Barcelone – dans un contexte de forte accélération des menaces sur la Méditerranée – cet exercice à l’horizon 2050 s’est vu fixer trois objectifs :

- Anticiper les évolutions des écosystèmes méditerranéens notamment marins dans les trois prochaines décennies et déterminer les conditions de sa résilience à long terme ;
- Fournir les éclairages utiles à une transition de la région vers un développement durable indispensable à la protection de ces écosystèmes ;
- Identifier les risques majeurs de crises ou de ruptures et prévenir ceux pouvant avoir un impact négatif et déterminant sur les deux objectifs précédents.

L’évolution de la mer est donc au centre de cet exercice. Mais elle est anticipée dans toutes ses interdépendances : avec les bassins versants, le littoral et les activités maritimes, mais aussi avec le développement de la région et les changements globaux qui vont de plus en plus l’affecter¹.

Sur le plan de la méthode, MED 2050 se caractérise par trois spécificités importantes :

- Ce n'est pas seulement une projection de ce qui se passera en 2050, mais une prospective au sens plein du terme, qui intègre les ruptures possibles, les visions des acteurs sur le futur de la Méditerranée, des scénarios contrastés sur les évolutions possibles, et l'amorce de chemins de transition vers les scénarios qui semblent souhaitables. Le schéma ci-après, en cinq grandes étapes, concrétise la prise en compte de toutes ces approches.

- Toutes les dimensions du futur sont considérées dans une perspective systémique : les pressions directes des activités humaines, mais aussi les dynamiques écologiques, la géopolitique, le contexte économique, les changements culturels ou sociaux, les modes de gouvernance, les nouvelles technologies, etc.
- La démarche a été aussi collaborative que possible malgré un contexte marqué par le COVID, avec plus d'une centaine d'experts² d'une vingtaine de pays impliqués, et la consultation de personnalités et de jeunes du bassin méditerranéen.



¹ Par rapport aux deux exercices de prospective conduits précédemment par le Plan Bleu, MED 2050 a donc pour spécificité de prendre en compte trois niveaux d’interdépendance : le périmètre de la Convention de Barcelone, le développement durable de la région et les changements globaux au niveau mondial.

² Parmi lesquels, les 25 membres du groupe de prospective, qui ont joué un rôle majeur.

PRINCIPALES PHASES DU PROJET

UNE PROSPECTIVE EN 5 PHASES

Travaux préparatoires
Mobilisation des ressources
Mise en place du réseau MED 2050

Phase 1

Construction du socle prospectif : tendances, ruptures, signaux faibles et enjeux majeurs. Rédaction de fiches variables sur une trentaine de composantes du système

Phase 2

Collecte de visions contrastées sur l'avenir de la Méditerranée à l'horizon 2050, avec un accent sur celles des jeunes et d'une cinquantaine de personnalités de la région

Phase 3

Construction de scénarios contrastés en s'appuyant sur les travaux des phases 1 & 2

Phase 4

Co-construction des chemins de transition pour parvenir aux scénarios souhaitables. Formuler des recommandations pour les décideurs

Phase 5

Valorisation des résultats et communication auprès de différents publics

Sensibiliser — Mobiliser — Faire dialoguer pour une Méditerranée durable et résiliente en 2050

II. DES TENDANCES LOURDES TRÈS STRUCTURANTES

Les transformations qui vont affecter la Méditerranée comme mer et région d'ici à 2050 vont se produire dans un environnement déjà exceptionnellement vulnérable. En effet, la Méditerranée est après l'Arctique la région du monde qui se réchauffe le plus vite (20 % de plus qu'ailleurs). Elle est aussi une des régions qui a le plus fort déficit écologique (différence entre empreinte écologique et biocapacités), et où se concentre 60 % de la population mondiale pauvre en eau. C'est aussi la mer la plus polluée par les plastiques, et la plus surexploitée en termes de pêche (avec les trois quarts des stocks de poissons qui font l'objet de pêches non durables et une baisse de 30 % des prises entre 1994 et 2017). Elle représente par ailleurs l'un des dix plus importants hotspots de biodiversité au monde.

Parmi les nombreuses tendances évoquées dans MED 2050, ce sont celles sur le climat, la démographie, et la localisation des activités qui auront les conséquences les plus lourdes pour la mer, l'environnement et le développement durable régional :

- La hausse des températures en Méditerranée devrait dépasser les 2° C dès 2040 pour atteindre 2,3° C dès 2050. Ce qui était prévu il y a vingt ans pour la fin du siècle se produira dès le milieu de celui-ci, avec des conséquences sur les sécheresses, les inondations, les canicules terrestres et marines etc., et une hausse du niveau de la mer (de l'ordre de 40 cm) qui posera des problèmes de protection des côtes et des populations dès les prochaines décennies ;
- Malgré une transition démographique achevée dans les deux tiers des pays méditerranéens, la population régionale va continuer à croître de 20 à 30 % pour atteindre entre 630 et 690 millions d'habitants en 2050 contre 520 millions aujourd'hui. Cette augmentation proviendra de l'Est et du Sud dont la croissance démographique pourrait atteindre jusqu'à 50 %. Au contraire, il est prévu une stagnation au Nord qui ne représentera plus que 25 à 30 % de la population régionale en 2050, avec des baisses très fortes dans certains pays. L'essentiel des augmentations se fera dans les grandes villes du Sud et de l'Est, avec à l'échelle de la région une hausse de près de moitié de la population urbaine et un taux d'urbanisation qui dépassera presque partout les 70 %. Il se posera donc plus qu'hier, la question de la capacité de ces espaces

urbains à accueillir ces populations nouvelles très nombreuses (auxquelles s'ajouteront les touristes), tout en ayant à s'adapter au changement climatique ;

- La concentration sur le littoral va encore s'accélérer pour regrouper au milieu du siècle au moins la moitié de la population et des activités de la région (contre 30 à 40 % aujourd'hui)³. Cette situation va poser un problème majeur d'aménagement du territoire et d'environnement aussi bien pour ces espaces en bordure de mer que pour le développement et parfois la survie des espaces agricoles et ruraux à l'intérieur des terres ;
- Même si le recours à l'aquaculture devrait permettre de stabiliser les prises de pêche (notamment pour les espèces les plus prisées), et si la biodiversité marine ne va pas nécessairement se réduire globalement, c'est tout l'écosystème marin qui va être radicalement transformé, «tropicalisé» ; le réchauffement climatique conduisant à des réorganisations et des changements majeurs au niveau des espèces, du biotope et de la productivité marine. La hausse de la température de la mer sera moindre que celle de la partie terrestre du bassin (+ 1,2° C), et ses impacts seront multiples, d'autant qu'elle s'accompagnera périodiquement de «canicules marines» avec des effets dévastateurs : déclin des espèces d'eau froide remplacées par des espèces allochtones, perturbation de l'écologie du plancton, prolifération de méduses, destruction de coraux, etc. En bref, la mer Méditerranée de 2050 ne sera donc plus celle d'aujourd'hui.

En résumé, la région va donc être confrontée simultanément aux effets d'un bouleversement des climats beaucoup plus importants qu'ailleurs et d'une hausse sensible de sa population au Sud - se concentrant massivement dans les grandes villes et sur le littoral. Les recours à l'aquaculture et au dessalage, qui ne se feront pas sans impact écologique, impliqueront de faire face à des pressions croissantes pour l'exploitation des ressources marines et terrestres, à une transformation structurelle de l'écosystème marin et à une situation de sécheresse critique s'étendant à tous les pays. Toutes les activités vitales et tous les territoires de la région vont être impactés, de l'agriculture à l'énergie, en passant du transport maritime au tourisme ; des villes aux campagnes, du littoral à l'intérieur des pays, avec une dépendance alimentaire, économique mais aussi politique qui va s'accroître partout.

³ Ces chiffres sont à relativiser car ils s'appuient sur des données collectées au niveau des pays riverains et non sur leur seule partie méditerranéenne.

III. UN MONDE INSTABLE D'INCERTITUDES ET DE RUPTURES

Au-delà de ces tendances lourdes, d'importantes incertitudes demeurent à long terme dans des domaines aussi importants que la géopolitique, les changements culturels et sociaux ou l'économie. Dans ce dernier champ, les interrogations portent aussi bien sur les perspectives globales de croissance et la capacité pour les pays méditerranéens de trouver leur place dans la révolution numérique et industrielle en cours, que sur l'avenir de secteurs clés comme l'économie bleue, le tourisme, les transports ou l'énergie. Que se passera-t-il, par exemple, si la sortie hors des énergies fossiles est accélérée, ou si des contraintes beaucoup plus fortes s'imposent à certains modes de transport ou au tourisme de masse ?

De fortes controverses subsistent également sur les évolutions politiques ou des sociétés et systèmes de valeurs : une situation plus ou moins pacifiée au Moyen-Orient, le rôle futur de l'Europe en Méditerranée, les avancées du droit international, les perspectives de coopérations intra ou extra méditerranéennes (par exemple avec la Chine ou l'Afrique) et la poursuite ou non du processus de fragmentation au sein des pays et de fracturation régionale. Ces incertitudes justifient la multiplicité des scénarios proposés dans la quatrième partie du rapport. Une certitude s'impose cependant : compte tenu de leur grande vulnérabilité aux changements d'un contexte qu'ils maîtrisent mal, il faudra que tous les pays et territoires de la région, dans la diversité et l'inégalité de leurs situations, puissent se préparer à un monde particulièrement instable, un monde « VUCA⁴ », en mettant en œuvre simultanément des stratégies d'anticipation proactives et de résilience.

Les ruptures envisagées sont en effet encore plus nombreuses que les tendances. Hormis celles qui concernent le contexte technologique, économique ou géopolitique mondial (guerres, crises économiques, etc.), ces ruptures peuvent être regroupées en quatre catégories :

- D'abord, la possibilité d'un bouleversement écologique allant très au-delà de celui déjà prévu en raison de l'occurrence de plusieurs « points de basculement » qui accélérerait radicalement la vitesse du changement climatique. Ce risque est suffisamment important pour avoir justifié pour partie l'un des scénarios. On peut lui associer l'ouverture d'un corridor Nord-Est le long des côtes sibériennes pour le transport maritime ;

- Puis un ensemble d'hypothèses possibles mais peu probables portant sur de grands changements géopolitiques : une paix durable au Moyen-Orient ; une remise en cause radicale du multilatéralisme ; une forte démondialisation - avec un partition du monde en sous-ensembles continentaux et un axe d'intégration vertical Europe – Méditerranée - Afrique ; un marché commun euro-méditerranéen ; une Union des pays du Maghreb ou des pays arabes ; un axe horizontal Chine - Moyen-Orient - PSEM ; une Assemblée méditerranéenne consultative élue avec un président symbolique ; ou encore la mer Méditerranée « bien commun mondial » ou une Union solaire méditerranéenne ;
- En troisième lieu, des ruptures un peu plus probables liées à des décisions politiques possibles sur des enjeux en cours comme par exemple : l'interdiction de l'exploitation des grands fonds marins ; l'extension au niveau régional de l'interdiction en Europe à partir de 2035 de la vente de véhicules neufs à moteur thermique ; un « Plan Marshall » pour l'adaptation et l'eau au profit des pays du Sud, financé par des taxes, par exemple sur les transactions financières ; une forte augmentation des coûts ou contraintes à la mobilité (taxe carbone, pic aérien, etc.) ; une réduction rapide des subventions aux fossiles ; ou de fortes interdictions sur les plastiques ;
- En matière sociale et de modes de vie, ce sont plutôt des transitions lentes qui sont envisagées. On peut cependant citer trois contre-exemples de ruptures possibles : une évolution plus rapide que prévue des valeurs et des comportements liée à l'inquiétude face au changement climatique avec l'arrivée au pouvoir de nouvelles générations ; une forte accélération de l'accès des femmes au travail notamment au Sud ; et une délocalisation à grande échelle des lieux de travail et de vie grâce au numérique.

La situation de rupture écologique et sociale dans laquelle nous projettons déjà les tendances à 2050, justifie qu'au-delà des stratégies de résilience et d'anticipation de risques nouveaux soient imaginées des solutions elles-mêmes en rupture - ce qui explique aussi certains des scénarios proposés.

⁴ VUCA : notion prospective qui symbolise l'entrée dans un monde Volatil, Incertain, Complex et Ambigu.

IV. VISIONS ET ENJEUX DE LA MÉDITERRANÉE FUTURE EXPRIMÉS PAR SES ACTEURS

L'une des originalités de MED 2050 est d'avoir ajouté au travail d'anticipation, des consultations de jeunes méditerranéens et de personnalités très diverses sur leurs visions du futur de la région et leur perception des enjeux prioritaires.

L'analyse des entretiens réalisés auprès de ces personnalités méditerranéennes conduit à un même constat général : les sociétés méditerranéennes sont face à une multiplicité de crises, avec des propos convergents sur la dégradation de l'environnement, le risque de marginalisation économique, les tensions sociales et politiques et l'augmentation des inégalités (en particulier entre les rives nord et sud de la Méditerranée) ; ou encore l'inadaptation de la gouvernance et le déficit chronique d'application du droit. Des visions majoritairement pessimistes pour l'avenir, qui reposent d'abord sur la perspective de bouleversements écologiques majeurs et sur le contexte géopolitique. Si la notion de crise est omniprésente, celle-ci est vue par certains comme synonyme d'espoir et source d'opportunités pour l'avenir. La Méditerranée n'est pas seulement perçue comme une région accumulant des difficultés mais comme un laboratoire de solutions, un espace de déploiement possible de nouveaux modèles de développement innovants à même d'inspirer d'autres régions du monde.

À défaut de pouvoir résumer simplement la richesse des constats et propositions faites dans ces entretiens, on peut mentionner que deux attitudes s'expriment face à l'ampleur des défis à venir. Pour les uns, leur complexité impose de « se recentrer sur quelques objectifs clairs et peu nombreux, en les faisant mieux connaître et surtout en se donnant une stratégie et des moyens permettant d'obtenir et surtout de contrôler les résultats, par exemple : la gestion de l'eau et des risques climatiques, les plastiques, les aires marines protégées, etc. ». Tandis que pour d'autres – dont l'un évoque l'image du Titanic – « Corriger le système à la marge ne servirait à rien. Il faut changer de système : depuis les modèles économiques et écologiques jusqu'aux modes ou échelles d'action ». Entre ces deux positions extrêmes, la consultation fait émerger huit grands enjeux prioritaires :

- Donner dès maintenant la priorité à l'adaptation et à la prévention des risques majeurs ;
- Essayer d'éviter les évolutions irréversibles pour la mer et les sols ;
- Anticiper les bouleversements démographiques et territoriaux, notamment par des politiques actives d'aménagement des territoires ;
- Réussir à maîtriser le nexus « Eau - Agriculture / Alimentation - Énergie - Environnement »⁵ ;
- Mieux valoriser l'espace commun méditerranéen dans et hors de la région ;
- Adapter la gouvernance régionale et dans les pays, en commençant par l'application du droit, une subsidiarité active⁶ et l'ouverture aux sociétés civiles ;
- Conduire une transition juste des modèles économiques d'activités par secteurs, en valorisant les atouts locaux ou méditerranéens spécifiques ;
- Et enfin, faire entrer la Méditerranée dans une « société de la connaissance » et du numérique intégrant l'environnement et la mer (et leur culture).



© Andrii Baidak

⁵ L'approche du nexus « Eau - Agriculture/Alimentation - Énergie - Environnement » est un cadre global permettant d'analyser les interactions entre ces éléments, d'identifier les synergies et les compromis, et d'en connaître les co-bénéfices.

⁶ Subsidiarité active : octroi d'un certain degré d'indépendance à une autorité subordonnée vis-à-vis d'une autorité de niveau supérieur (notamment d'une autorité locale envers le pouvoir central) mais avec la possibilité de déroger à ce système de délégation dans des situations d'exception.

HUIT GRANDS ENJEUX D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE D'ICI À 2050

LES ENJEUX MAJEURS POUR LA MÉDITERRANÉE D'ICI À 2050

Donner la priorité
à l'adaptation

Anticiper les bouleversements
démographiques
et territoriaux

Éviter l'irréversible notamment
pour la mer

Réussir à maîtriser le nexus
Eau - Agriculture/Alimentation
Énergie - Environnement

Valoriser
l'espace commun
méditerranéen

Promouvoir une autre
gouvernance méditerranéenne
aux niveau des États
et des régions

Changer les modèles
économiques en tenant compte
des spécificités régionales
et nationales

Aller vers une société
méditerranéenne de la
connaissance intégrant la mer
et l'environnement

V. SIX SCÉNARIOS POUR L'AVENIR DE LA MÉDITERRANÉE

L'ampleur des incertitudes et la diversité des visions du futur portées par les acteurs de la région justifient plus que dans les exercices précédents, le recours à des scénarios contrastés sur l'avenir. MED 2050 leur accorde donc une grande place. Il ne s'agit pas de récits imaginaires mais d'une combinaison raisonnée d'hypothèses portant sur les grandes

variables du système – avec comme objectif de mettre en évidence des blocages ou des marges de manœuvre pour l'action à court, moyen et long terme. Comme le synthétise le tableau suivant, six scénarios ont été construits qui décrivent en détail autant de trajectoires possibles vers 2050. On se limitera ici à en donner l'esprit général.

LES SIX SCÉNARIOS MED 2050

S.1 INERTIE, MARGINALISATION DE LA MÉDITERRANÉE ET PRAGMATISME	S.2 CHOCS DES CRISES ET ADAPTATIONS FORCÉES	S.3 CROISSANCE À TOUT PRIX DANS UNE MÉDITERRANÉE ÉCLATÉE
S.4 UN PARTENARIAT EURO- MÉDITERRANÉEN POUR UNE TRANSITION BLEUE-VERTE	S.5 UN AUTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SPÉCIFIQUEMENT MÉDITERRANÉEN	S.6 LA MER MÉDITERRANÉE : UN BIEN COMMUN MONDIAL

Scénario 1 : inertie, marginalisation de la Méditerranée et pragmatisme

Le premier scénario est celui de la prolongation des tendances actuelles : le « *Business as usual* ». Il décrit une région paralysée par de multiples blocages et par la procrastination des décideurs, soit par choix soit par absence de prise de conscience des enjeux réels. Cette inertie se traduit par une dégradation continue des écosystèmes, la fragmentation des sociétés, des conflits d'accès aux ressources et la marginalisation de la région sur la scène mondiale. Dans un contexte de mondialisation numérique dominée par les États-Unis et la Chine et de faible avancée du droit national et international, il se caractérise par une hausse des températures de 2,3° C en 2050, une faible croissance économique dans le Nord et une activité économique au Sud plus soutenue (mais moindre que dans les décennies passées), avec en outre

la poursuite de la métropolisation et de la littoralisation. La défiance envers les institutions supranationales s'accroît en lien avec la priorité donnée le plus souvent au repli national et à l'autonomie. L'environnement continue de se dégrader, plus par l'incurie et le défaut de contrôle que par le manque de lois et de réglementations. La marginalisation géopolitique et économique de la plupart des pays génère un accroissement des inégalités, de fortes tensions sociales, l'augmentation du chômage et la hausse des flux migratoires. Si cette inertie politique et institutionnelle perdure, c'est parce que des mesures de redistribution permettent d'éviter les explosions sociales – les sociétés civiles oscillant entre pragmatisme, résignation et révolte, mais sans structuration suffisante pour permettre un changement réel de politique. Les États, dont les actions sont de plus en plus limitées par la dette, s'adaptent aux turbulences au nom de la souveraineté politique, alimentaire et énergétique, érigée en symboles fédérateurs. Dans ce contexte de blocage général, seules quelques mesures pragmatiques et ciblées permettent de sauvegarder certaines priorités jugées essentielles - par exemple en matière d'eau (par la désalinisation) ou d'énergie - avec en outre des mesures symboliques de protection des espaces ou d'espèces parmi les plus menacés et des encouragements à l'économie bleue.

Scénario 2 : choc des crises et adaptations forcées

Ce scénario est celui d'une succession ou accumulation de crises et de chocs, dont l'effet est de forcer pays et sociétés à s'adapter constamment dans l'urgence. Ces crises et les catastrophes qui en découlent par des effets de domino, conduisent à la déstabilisation de l'ensemble des sociétés, puis à la mise en place de mécanismes d'adaptation qui finissent par tisser des réseaux de résilience au niveau local. Le contexte global reste très tendu, avec des risques importants de crises économiques ou financières, des tensions géopolitiques qui s'accroissent, et un déclencheur majeur qui est la concrétisation d'un ou plusieurs points de basculement climatique (*tipping points*). Plus vulnérable, la Méditerranée est plus encore que les autres régions du monde déstabilisée par les effets en chaîne de ces crises et notamment par la récurrence des catastrophes environnementales (vagues de chaleur, stress hydriques

aigus, méga-feux, inondations, canicules marines, etc.). Face à ces événements extrêmes, les pouvoirs politiques se montrent de moins en moins capables de réagir, favorisant ainsi l'émergence de régimes autoritaires se présentant comme « salvateurs ». Les économies du bassin se replient sur elles-mêmes. Les infrastructures, y compris urbaines, sont très mal entretenues et la plupart des projets de coopération, par exemple sur la mer ou les énergies renouvelables, doivent être abandonnés. Les sociétés font face comme elles le peuvent à des urgences à répétition, notamment climatiques, alimentaires et sanitaires, en raison du manque d'anticipation des gouvernants et de la faiblesse des politiques structurelles. Cependant, malgré et aussi à cause de ces crises chroniques, les sociétés à l'échelle des territoires réussissent à dépasser l'individualisme ambiant et la compétition généralisée pour agir solidairement face aux crises successives, et à s'organiser. S'adapter et accroître la résilience deviennent une nécessité - ce qui n'exclut pas des replis nationalistes ou régionalistes et de fortes tensions entre des communautés pouvant aller jusqu'à la sécession de territoires. À la tentation de recentralisation autoritaire et quasi militaire s'oppose ainsi celle du repli sur des communautés - familiales, de voisinage, ou ethniques.



© Jef Wodniack

Scénario 3 : croissance à tout prix dans une Méditerranée éclatée

Le moteur de ce troisième scénario est la croissance économique et la création d'emplois, dans une perspective de défense des intérêts nationaux. Dans un monde structuré par la compétition mondiale pour l'accès aux ressources comme aux marchés, la coopération régionale ou internationale est limitée et à géométrie variable. L'économie est considérée comme l'objectif central du développement et le levier à privilégier dans tous les domaines : énergie, agriculture et ressources alimentaires, tourisme, transports, eau, risques environnementaux, ou même gestion de la mer. Libéralisme, économie dirigée et protectionnisme s'articulent dans des logiques qui visent le renforcement de la puissance des pays et la valorisation de leurs avantages comparatifs ou des rentes de situation. Ces logiques étatiques ou privées de puissance économique s'appuient sur des alliances et des coopérations hors de la Méditerranée, ce qui est source de compétitions voire de conflits. La volatilité des partenariats entraîne une instabilité structurelle et aggrave les risques de fragmentation

de la Méditerranée. Certains pays s'ouvrent plutôt vers l'Afrique pour conquérir de nouveaux marchés liés à sa forte croissance démographique. D'autres renforcent des liens avec l'Asie. Au Nord, l'Union européenne cherche à la fois à sortir de ses faiblesses dans la compétition mondiale en investissant dans de nouvelles technologies, y compris énergétiques, tout en misant sur une politique de voisinage avec son Sud réduite à des coopérations économiques bilatérales. L'emploi est partout la première des priorités mais cela s'accorde avec le remplacement du travail humain par des robots et l'IA, et d'une dualisation à la fois des marchés du travail et des territoires. La primauté donnée à l'efficacité économique comme la recherche d'une rentabilité de court terme des capitaux conduisent à privilégier les logiques extractives d'exploitation intensive des ressources terrestres et marines. Les efforts de durabilité sont ainsi relégués au second plan dans la plupart des domaines et cela se traduit par la dégradation continue de la biodiversité terrestre et marine et la perte de multiples écosystèmes et de leurs services. Seuls échappent à cette marginalisation de l'environnement, les investissements dans les services urbains (eau, traitement des déchets, etc.), le respect minimum de certaines normes à l'exportation, voire la protection de la nature à des fins touristiques. Mais cela ne suffit pas pour éviter le heurt frontal avec les limites planétaires ou locales bien avant la fin de la période.



© Maxiphoto

Scénario 4 : partenariat euro-méditerranéen pour une transition bleue - verte

Le cadre de ce scénario est celui d'une coopération multilatérale réussie entre l'Union européenne et les autres pays méditerranéens, qui permet à la région d'atteindre en 2050 à la fois la neutralité carbone dans la majorité des pays et une bonne insertion dans la mondialisation. Ce choix succède à une période de fortes dégradations environnementales, suivie de pressions sociales pour un réveil politique régional. Si les débuts sont laborieux, les leçons tirées de l'échec des réponses unilatérales ou bilatérales aux crises sanitaires, politiques ou environnementales passées, et la perspective de financements européens pour des projets d'intérêt commun - comme le climat et l'énergie - changent la donne. La stratégie choisie est, dans un premier temps, la mise en place d'une transition bleue-verte à l'échelle de la région fondée sur la technologie et les incitations économiques. Il s'agit d'étendre aux pays du sud de la Méditerranée, le Pacte vert de l'Union européenne

dans ses intentions initiales, en s'appuyant sur une conception du développement durable alliant économie et écologie. Et pour cela, d'investir lourdement dans le numérique, l'économie bleue et la transition énergétique. Dans un second temps, les succès de cette coopération conduisent à mettre en place un marché commun euro-méditerranéen. Les instruments économiques (baisse des subventions aux fossiles, soutien aux éco-activités, etc.) et l'innovation sont les deux principaux moteurs de ce scénario. Des dispositifs de transferts rapides entre la recherche et les innovations des acteurs économiques sont mis en œuvre, surtout dans les domaines clés de la transition verte et bleue comme les ressources minérales, énergétiques et alimentaires (bio-ingénierie, agriculture assistée par capteurs, énergies marines et terrestres renouvelables, véhicules électriques, hydrogène, etc.). S'y ajoutent des efforts soutenus en formation et intégration des technologies numériques dans tous les métiers, y compris ceux de la mesure de la durabilité des systèmes de production. Ce cercle vertueux entre innovation, économie et écologie attire des capitaux majoritairement européens importants. Cependant, ces politiques fondées sur le techno-solutionnisme et les perspectives de marchés ne répondent qu'à une partie des enjeux écologiques et posent des problèmes de distribution inégale de leurs coûts et bénéfices, et d'accès à l'innovation qui en limitent la portée.



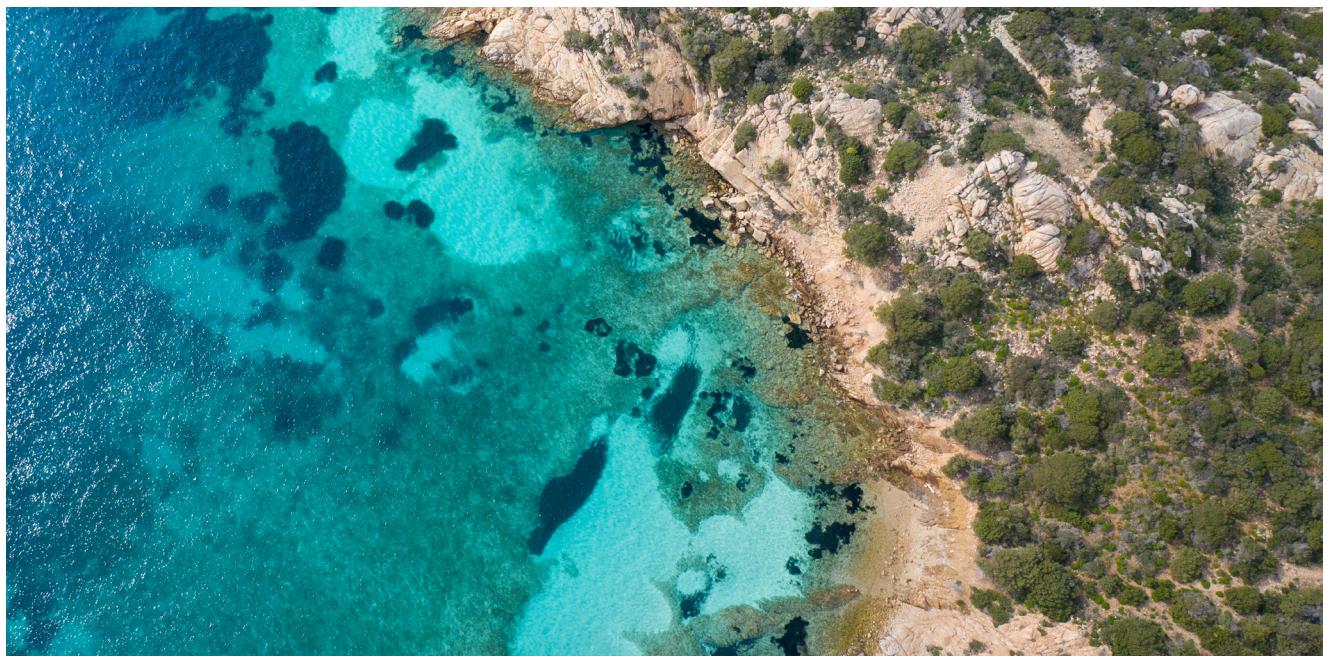
© Perszing1982

Scénario 5 : un autre modèle de développement durable spécifiquement méditerranéen

Comme le précédent, ce scénario est l'un des chemins possibles vers un développement durable de la Méditerranée. Mais, ici, les moteurs de changement sont moins l'Europe, l'insertion dans la mondialisation et les technologies que des pressions internationales beaucoup plus fortes sur l'environnement, des relations Nord-Sud en Méditerranée plus équilibrées, et une forte implication des territoires et sociétés civiles. L'objectif est d'aller vers une durabilité forte⁷ du développement - grâce à une transformation à long terme et raisonnée des modes et conditions de vie, des modèles économiques et des formes de gouvernance - qui respecte la diversité des cultures et des situations nationales ou locales. Prenant conscience des impasses liées à l'attentisme écologique et au mal développement, les pays du pourtour méditerranéen s'engagent donc ensemble dans un processus de transition vers l'écodéveloppement, tenant compte des atouts et faiblesses spécifiques à la région. Après une première phase de mobilisation des sociétés civiles et des territoires permettant la mise en place de réseaux d'échanges de bonnes pratiques, y compris Sud-Nord, des initiatives en rupture sont prises aux niveaux institutionnel et

économique. Dans un contexte de démondialisation valorisant un développement endogène des régions, un partenariat équitable se met en place, s'appuyant sur un renforcement des coopérations Sud-Sud et sur une gouvernance renouvelée. Il a comme double objectif : la réduction des inégalités régionales et la gestion en bien commun de certaines ressources, allant de la protection de la mer ou des patrimoines jusqu'à la recherche. À tous les niveaux, l'accent est mis sur deux ensembles de priorités.

D'abord, l'adaptation au changement climatique, la réduction des vulnérabilités aux risques, et des dépendances extérieures. Ensuite, l'évolution vers de nouveaux modèles d'activité et d'aménagement des territoires dans tous les domaines (agriculture, tourisme, énergie, cadre de vie urbain, transports, gestion de la mer et du littoral, etc.). Ces modèles, qui s'inspirent de la nature, répondent à la fois aux objectifs d'une durabilité forte donnant la priorité aux ressources vitales comme l'eau, les sols et à la conservation de l'écosystème marin, mais aussi à l'emploi, la satisfaction des besoins essentiels et la réduction de la pauvreté. Cultures, religions et sociétés civiles, à la faveur d'un changement des générations, dialoguent et contribuent par leurs apports et coopérations multiples, à la construction d'une éthique et d'un pluralisme culturel originaux, comme d'une transition juste. Partant d'une anticipation réaliste des opportunités et risques liés au contexte des prochaines décennies, il s'agit, dans l'urgence, d'inventer collectivement un nouveau modèle de développement spécifiquement méditerranéen prenant appui sur la durabilité forte. Ce modèle articulerait dynamisme des sociétés et planification à court, moyen et long terme. Il prendrait valeur d'exemple à l'échelle mondiale.



© Marco Mularia

⁷ Sans minimiser l'importance des dimensions sociales et économiques du développement durable, la notion de durabilité forte met l'accent sur la valeur des services rendus par la nature et sur leur préservation qui doit être absolue pour ceux menacés de manière irréversible. Contrairement à la durabilité faible, il n'est pas possible de substituer aux capitaux naturels à transmettre aux générations futures des capitaux artificiels comme des infrastructures ou des technologies.

Scénario 6 : la mer Méditerranée : un bien commun mondial

Le point de départ de ce dernier scénario est une dégradation si rapide de la mer Méditerranée qu'elle suscite à l'échelle mondiale une forte réaction au niveau des sociétés, des pays comme des organisations internationales. À partir des années 2030, émerge l'idée que cette mer, hotspot de la biodiversité à l'échelle planétaire, ne pourra être sauvée que si elle est considérée comme un bien commun mondial.

Une telle vision s'inscrit elle-même dans un double contexte de mobilisation sur les océans et de reconnaissance de droits donnés à la nature et aux générations futures. L'objectif d'une restauration exemplaire de la mer Méditerranée devient une priorité de la communauté internationale et régionale qui décide de financer un programme ambitieux de rétablissement de la qualité de cette mer. Cette initiative vient en complément des efforts déjà engagés dans le cadre du Plan d'Action pour la Méditerranée et de la Convention de Barcelone. Modèle

réduit des enjeux planétaires, la Méditerranée comme mer se transforme ainsi en un vaste laboratoire pour la gestion collective d'un bien commun, un espace partagé d'observation et d'actions multi-échelles qui devient également un puissant outil de coopération entre les sociétés civiles, les territoires, les pays riverains et le reste du monde. Cette gestion en bien commun concrétisée par la mise en place d'une institution spécifique disposant de ressources à la fois publiques et privées, est logiquement étendue à l'ensemble du cycle de l'eau propre à la région, de l'aval vers l'amont. Le bon état de la mer qui inclut préservation de sa biodiversité, gestion de long terme de sa productivité et réduction des polluants, exige en effet que la durabilité parte de la mer puis remonte les fleuves. En conséquence, les activités humaines ayant un impact sur la mer, sont très fortement régulées, en partant des activités maritimes et des zones côtières, puis en s'étendant à l'ensemble des bassins versants. Le cycle de l'hydroosphère devient un vecteur de bonne gouvernance globale. La mer Méditerranée, qui est le réceptacle de tous ces efforts, devient le symbole d'un renouveau méditerranéen, construit collectivement et avec la nature. En résumé, la protection de la Méditerranée qui était de la responsabilité des institutions devient celle de tous, y compris au niveau mondial.



© Damocean

VI. CONCLUSION ET SUITES

De cette prospective sur la Méditerranée à 2050 se dégagent les conclusions suivantes :

- Sauf bifurcations majeures, la Méditerranée sera d'ici à 2050 dans une situation bien plus alarmante qu'aujourd'hui, avec une transformation majeure de tout l'écosystème marin et une dégradation générale des conditions écologiques d'habitabilité de tous ses territoires ;
- Aux causes internes de cette situation vont en effet s'ajouter la vulnérabilité et la dépendance de la région à des facteurs externes qu'elle ne maîtrise pas suffisamment, comme le climat ou le contexte économique et géopolitique ;
- L'attentisme et la politique des petits pas n'est pas une solution stable et tenable à long terme : face aux ruptures déjà annoncées, il faudra des solutions de rupture ;
- Au-delà des tendances lourdes, déjà préoccupantes, les risques de crises graves et d'effondrement locaux ne sont pas à exclure et la priorité est de s'y préparer à travers l'engagement rapide dans des politiques d'adaptation au changement climatique, de résilience et de prévention des irréversibilités majeures ;
- La région méditerranéenne pourra de moins en moins compter uniquement sur ses propres forces pour surmonter les défis qui sont devant elle - d'où l'importance d'une implication active de la région dans les politiques à l'échelle mondiale ;
- Tous les scénarios de développement durable supposent des formes nouvelles de coopération et de partenariat - soit entre l'Europe et les rives sud et est, soit Sud-Sud, soit entre la Méditerranée et les régions voisines (Afrique) ou la communauté mondiale ;
- Plus largement, des innovations dans la gouvernance (décentralisation et mobilisation des sociétés civiles, application et extension du droit, incitations et transferts économiques, meilleure information...) constitue des solutions essentielles pour les transitions à mener ;
- Malgré la persistance de blocages ou de freins à l'action, il existe de nombreuses marges de manœuvre pour progresser : d'abord la valorisation des atouts potentiels propres à la Méditerranée (diversité culturelle, capacités d'adaptation, énergies renouvelables, jeunesse au Sud, etc.) ; mais aussi, les opportunités ouvertes au niveau international (droit des Océans, financements pour le climat et la biodiversité, etc.) ; les possibilités inexploitées de coopération et de mobilisation de l'intelligence

collective régionale ; la pression des risques et des attentes sociales et la volonté d'un nombre croissant d'acteurs économiques ou territoires, d'infléchir les modèles de développement pour y répondre (par exemple sur le tourisme de masse ou l'économie bleue) et la prise de conscience des gains et innovations multiples à attendre de pratiques plus écologiques (économie circulaire, solutions fondées sur la nature, gestion en bien commun de l'eau, agroécologie, etc.). Sans oublier les perspectives de double dividende à espérer dans la modernisation des formes de gouvernance et de financement avec toute une gamme d'outils à rénover – dans les systèmes de mesure et d'observation, la gestion des communs, l'aménagement des territoires, le droit, les incitations économiques, la planification écologique, ou encore une fiscalité combinant justice sociale, emploi et environnement, etc.

- Comme le suggère le rapport, un accord est sans doute aujourd'hui possible, quel que soit le scénario, sur un minimum de « mesures sans regret ». Mais cela ne sera pas suffisant face aux ruptures écologiques et sociales à venir. Il n'y a guère d'autres choix possibles que le volontarisme et la définition de chemins de transition. Cela permettrait de mobiliser rapidement les marges de manœuvre exposées ci-dessus dans une perspective qui soit à la fois juste, sauvegardant l'essentiel et adaptée à chaque territoire. Ce sera l'une des priorités du Plan Bleu de faciliter ce travail sur les transitions, en organisant à la suite de ce rapport une réflexion plus concrète, par sous-régions, de ces trajectoires à moyen et long terme. Rappelons à nouveau que l'enjeu ne sera pas seulement d'éviter ou de gérer les catastrophes futures, mais de faire de la Méditerranée un vrai laboratoire de solutions innovantes pour la protection des mers ou l'écodéveloppement de grandes régions. Un tel projet pourrait avoir valeur d'exemple à l'échelle mondiale. Le Plan Bleu organisera une réflexion plus concrète par sous-régions du Bassin de ces trajectoires à moyen et long terme.

⁸ Dont une première liste est proposée à la fin du rapport.

QUELQUES TENDANCES CHIFFRÉES À L'HORIZON 2050⁹

Variables	2020	2050
Climat	Deuxième région du monde qui se réchauffe le plus rapidement après l'Arctique. En 2020, +1,5°C par rapport à la période préindustrielle.	Selon les scénarios du MedECC : +2,2°C (entre +2°C/+2,5°C)
Population (en millions d'habitants)	Nord : 196 M/Sud : 202 M/Est : 124 M/ Total : 522 M	Hypothèse haute : Nord : 200 M/Sud : 315 M/Est : 174 M/ Total : 689 M Hypothèse médiane : Nord : 179 M/Sud : 293 M/Est : 157 M/ Total : 630 M Hypothèse basse : Nord : 172 M/Sud : 264 M/Est : 146 M/ Total : 582 M
	% > 65 ans : Nord : 21,4 %/Sud : 6,4 %/Est : 8,06 %	% > 65 ans : Hypothèse haute : Nord : 35,5 %/Sud : 14 %/Est : 20 % % > 65 ans : Hypothèse basse : Nord : 30,5 %/Sud : 11,7 %/Est : 16,8 %
Transition urbaine (Taux urbanisation)	Plusieurs pays du Sud et des Balkans (10) conservent une population rurale importante (entre 35 % et 57 %) Taux d'urbanisation moyen pour la Méditerranée : 72 %	Tous les pays méditerranéens ont une population urbaine proche ou supérieure à 70 %, à l'exception de l'Egypte (55 %) Taux d'urbanisation moyen en Méditerranée : 82 %
Pêche, aquaculture (en millions de tonnes)	Taux de surpêche : 73 % en 2020 et 58 % en 2021 Pêche : 1994 : 1,08 M T/2015 : 0,75 M T/2020 : 0,8 M T/ 2021 : 0,66 M T Aquaculture : 3,2 M T (2021)	Taux de surpêche < 50 % Pêche : entre 0,6 et 1 M T Aquaculture : entre 4 et 5 M T
Biodiversité marine	La Méditerranée : hotspot de la biodiversité mondiale (18 % des espèces du monde, dont 28 % sont endémiques) - mais très menacée (8 % des espèces sont en danger d'extinction).	Transformation qualitative très importante des écosystèmes marins : tropicalisation des espèces avec disparition de certaines espèces endogènes (environ 20 %).
Pollution plastique	La Méditerranée est la zone marine la plus polluée par les plastiques dans le monde : 8 fois plus que la moyenne mondiale. 260 000 tonnes (2015).	Les déversements de plastique dans la mer devraient être multipliés par 1,5 à 2 (source : OCDE).
Risque de pénurie d'eau	180 M de personnes dans le Sud et l'Est sont confrontées à une pénurie d'eau (moins de 1000 m ³ /an.hab). 80 M de personnes en situation de pénurie extrême (moins de 500 m ³ /an.hab). 75 % des ressources sont dans le Nord.	290 M de personnes dans le Sud et l'Est de la Méditerranée. En 2050, la quasi-totalité de la population autour du bassin souffrira de pénuries d'eau dues aux sécheresses
Énergie primaire	Pour 2018 : Demande en énergie : 1 022 Mtep (Million de tonnes équivalent pétrole) – Nord : 614 Mtep/Sud et Est : 408 Mtep – donc : <ul style="list-style-type: none">• Énergie fossile (pétrole, gaz et charbon) pour la région : 777 Mtep (76 % de la demande totale)/Nord : 399 Mtep soit 65 % du ME/PSEM : 379 Mtep soit 93 % du ME• Énergie renouvelable : 120 Mtep (12 % de la demande totale) – Nord : 91 Mtep soit 15 % du ME/PSEM : 29 Mtep soit 7 % du ME• Énergie nucléaire : 124 Mtep (12 % de la demande globale) – Nord : 124 Mtep soit 20 % du ME/Sud : 0	Scénario de référence : Demande en énergie : 1 404 Mtep (+37 %) – Nord : 543 Mtep (-11,5 %)/PSEM : 861 Mtep (+111 %) dont : <ul style="list-style-type: none">• Énergie fossile (pétrole, gaz et charbon) pour la région : 1026 Mtep (73 % de la demande totale) – Nord : 60 % du ME/PSEM : 82 % du ME• Énergie renouvelable : 268 Mtep (19 % de la demande totale) – Nord : 29 % du ME/PSEM : 13 % du ME• Énergie nucléaire : 110 Mtep (8 % de la demande globale) – Nord : 58 Mtep soit 14 % du ME/Sud : 52 Mtep soit 6 % du ME

⁹ Sources : 1. Climat : MedECC ; 2. Population : Plan bleu ; 3. Transition urbaine (taux d'urbanisation) : Office des Statistiques des Nations Unies ; 4. Pêche, aquaculture et biodiversité marine : FAO. *The state of Mediterranean and Black Sea Fisheries*. FAO, 2022. ; Coll, Marta, et al. « The Biodiversity of the Mediterranean Sea: Estimates, Patterns, and Threats. » PLOS ONE, vol. 5, no. 8, 2 Aug. 2010. ; 5. Pollution plastique : Plan Bleu et OCDE ; 6. Risque de pénurie d'eau : Plan Bleu ; 7. Énergie primaire : OME.



Med2050.org
Planbleu.org
Numéro ISBN :
978-2-912081-69-8



Plan d'action pour
la Méditerranée
Convention de
Barcelone



MED2050
Building the Mediterranean future together
Construisons ensemble l'avenir de la Méditerranée
لبنان معاً مستقبل المتوسط